



Conférence des États Parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
29 août 2012
Français
Original: anglais

Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption

Troisième réunion

Vienne, 27-29 août 2012

Projet de rapport

Additif

III. Application de la résolution 4/3 de la Conférence des États parties, intitulée “Déclaration de Marrakech en faveur de la prévention de la corruption”, et des recommandations formulées par le Groupe de travail à sa réunion en août 2011

A. Bonnes pratiques et initiatives dans le domaine de la prévention de la corruption

ii) Débat thématique sur l'application de l'article 12 de la Convention, y compris le recours à des partenariats entre les secteurs public et privé

1. En guise d'introduction du débat sur l'application de l'article 12 de la Convention, le Groupe de travail a entendu une présentation du Secrétariat sur la note d'information intitulée “Application de l'article 12 de la Convention, y compris le recours à des partenariats entre les secteurs public et privé” (CAC/COSP/WG.4/2012/2). Le Secrétariat a également donné un aperçu des initiatives et pratiques signalées par les États Membres et organisations s'agissant de la prévention de la corruption impliquant le secteur privé. Il a été souligné que les questions les plus couramment soulevées avaient trait à la comptabilité et aux normes de l'audit, aux codes de conduite et autres règles du même ordre, notamment aux dispositions régissant les relations contractuelles entre pouvoirs publics et entreprises.

2. Le représentant de la Malaisie a donné plusieurs exemples de situations où la corruption avait été empêchée grâce à une coordination entre acteurs publics et privés sur la base des Principes anticorruption dans le monde des entreprises qui avaient été élaborés à l'issue d'une série de tables rondes ayant réuni pouvoirs publics et secteur privé. Ces principes avaient été mis en pratique par



l'intermédiaire de mécanismes tels que l'Engagement des entreprises pour l'intégrité, par lequel l'entreprise s'engageait à mettre en place des conditions de fonctionnement exemptes de corruption et à veiller au respect des principes anticorruption, et le Pacte pour l'intégrité, par lequel les soumissionnaires devaient, s'ils voulaient participer au processus de passation d'un marché public, déclarer qu'ils s'abstiendraient de toute pratique corruptrice tout au long de ce processus. Le Cadre de suivi de mégaprojets avait été lancé en 2012 afin que tous les projets publics atteignant une valeur d'au moins 160 millions de dollars des États-Unis et présentant un intérêt public soient contrôlés par un Comité de la gouvernance et de l'intégrité, de manière à ce que le respect des règles soit assuré et l'intégrité favorisée.

3. Le représentant du Brésil a fait une présentation décrivant les situations rencontrées par le Bureau du Contrôleur général dans les efforts qu'il déployait pour renforcer l'intégrité dans le secteur privé au moyen d'un partenariat avec l'Institut Ethos. En 2006, le pays avait lancé diverses initiatives relatives à l'intégrité des entreprises, consistant notamment en des engagements volontaires que les entreprises pouvaient prendre dans le cadre d'un Pacte des entreprises. Une campagne "mains propres" permettait de superviser le respect du Pacte; elle prévoyait la radiation et la suspension des entreprises qui y contrevenaient. Le représentant a mis en avant la Liste pour l'éthique, créée en 2010, qui consistait en une "liste blanche" des entreprises qui investissaient dans l'éthique et les mesures d'intégrité. La procédure de sélection était très scrupuleuse et seules 10 des 70 entreprises qui avaient demandé leur inscription à la liste l'avaient effectivement obtenue.

4. Le représentant de la Fédération de Russie a ensuite exposé les efforts de dialogue menés par le pays au moyen de l'instauration en 2011 d'un groupe de travail sur la lutte contre la corruption constitué de représentants d'associations professionnelles, de syndicats et de l'État, sous la direction du Ministre du développement économique. Le groupe avait adopté une Charte anticorruption s'adressant au monde de l'entreprise et contenant des normes à l'usage des associations professionnelles ainsi qu'un plan pour sa mise en œuvre, et il avait fait participer les entreprises aux débats sur les projets de loi les concernant. Le représentant a également parlé d'une autre initiative, consistant en l'étude approfondie des moyens devant permettre de réglementer les groupes de pression en Fédération de Russie. Dans ce cadre avait notamment été tenu, à Moscou en juin 2012, un atelier auquel avaient participé des organisations internationales telles que l'ONUDC et l'OCDE et des experts internationaux.

5. Des orateurs ont remercié l'ONUDC pour les activités qu'il menait et la documentation qu'il avait établie. Plusieurs orateurs ont donné une vue d'ensemble des efforts faits dans leurs pays pour mettre en place des politiques et pratiques de prévention de la corruption impliquant le secteur privé.

6. Un orateur a noté qu'il importait d'ouvrir des voies de communication, grâce notamment à des solutions informelles qui complètent les procédures plus officielles de partenariat public-privé, comme des pactes pour l'intégrité et des codes d'éthique. Il a souligné que les pouvoirs publics devaient prendre les devants et faire connaître leurs attentes au monde de l'entreprise avant de faire appliquer les règles édictées. Plusieurs orateurs ont indiqué que des sites Web et bulletins d'information avaient été mis en place dans leurs pays pour informer le secteur

privé des bonnes pratiques à suivre et des lois et règlements applicables, et que des services consultatifs étaient disponibles sur demande pour des situations précises.

7. Des orateurs ont fait observer qu'il importait de rassembler les secteurs public et privé pour renforcer le dialogue et la compréhension dans la prévention de la corruption. Beaucoup ont fait état de tables rondes destinées à favoriser l'échange de données d'expériences, à discuter de l'application de la Convention et à repérer les améliorations possibles. Plusieurs orateurs ont fait savoir que, dans leurs pays, le secteur privé avait été invité à participer à l'élaboration de stratégies anticorruption multipartites et de plans de travail conjoints. Un orateur a souligné que le secteur privé avait été invité à donner des avis sur les résultats obtenus par les ministères nationaux en matière de prévention de la corruption.

8. Plusieurs orateurs, considérant les différences qui existaient entre les audits du secteur privé et ceux du secteur public, ont noté que des efforts étaient faits pour harmoniser les normes et instituer une approche commune de l'intégrité et de l'éthique. Plusieurs États ont estimé que les règles de comptabilité et d'audit s'appliquant aux secteurs public et privé devaient être alignées sur les normes internationales. Un orateur a insisté sur le fait que la comptabilité devait être régulière, sincère et complète, et donner une image fidèle de la situation financière de l'entreprise. Plusieurs orateurs ont noté qu'il importait d'ajuster les obligations relatives à la tenue des registres financiers en fonction des délais de prescription applicables aux infractions de corruption.

9. Plusieurs orateurs ont parlé de la promotion des codes de conduite et d'éthique dans le secteur privé. Un certain nombre d'orateurs ont toutefois fait remarquer qu'il était difficile de se faire une idée du respect effectif de ces codes. Une attention particulière a été accordée au rôle des codes de conduite dans les secteurs en vue et à haut risque tels que les industries extractives, la santé et la construction.

10. Plusieurs orateurs ont signalé les problèmes qui se posaient en matière de contrôle et de réglementation du secteur privé, notamment en rapport avec les contrats liant des entités du secteur privé. Un autre a évoqué le fait que, dans de nombreux pays, il existait un très vaste secteur informel qui n'était pas réglementé et qui était exposé à la corruption.

11. L'observateur de l'Académie internationale de lutte contre la corruption a mentionné la création d'un Master en études anticorruption, programme dans le cadre duquel les enseignants et les étudiants participaient à des activités de lutte contre la corruption dans les secteurs tant public que privé.

B. Rapport sur l'état d'application de la résolution 4/3 de la Conférence et autres recommandations

12. Une représentante du Secrétariat a fait part au Groupe de travail des progrès accomplis dans l'application de la résolution 4/3 intitulée "Déclaration de Marrakech en faveur de la prévention de la corruption" depuis la dernière session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, tenue à Marrakech du 24 au 28 octobre 2011. Elle a exprimé l'espoir que le Groupe de travail continuerait d'aider la Conférence à ouvrir la voie d'une action efficace en matière de prévention de la corruption. Elle a rappelé qu'il était

nécessaire d'informer le Secrétaire général de la désignation d'autorités compétentes pouvant aider d'autres États parties à mettre au point et à appliquer des mesures spécifiques de prévention de la corruption et à actualiser les informations existantes le cas échéant. Elle a mis le Groupe au courant d'une initiative intitulée "Utilité de la Convention des Nations Unies contre la corruption pour généraliser des garanties contre la corruption dans le contexte de l'organisation de grands événements publics", qui visait à identifier de bonnes pratiques reposant sur la Convention pour prévenir la corruption dans le contexte de grands événements publics. Elle a également informé le Groupe des progrès accomplis dans l'application de l'Initiative relative à l'intégrité institutionnelle du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, qui visait à aligner les règles d'éthique et d'intégrité internes de ses membres sur les principes de la Convention. La représentante du Secrétariat a également donné des précisions supplémentaires concernant un projet dont le but était de mettre au point des supports pratiques pour aider les États parties à instaurer des mesures permettant aux journalistes de produire une information responsable et professionnelle sur la corruption, notamment grâce à la mise en commun de bonnes pratiques, d'expériences récentes et d'exemples concrets. S'agissant de coopération entre les parties prenantes et les secteurs de la société afin de prévenir la corruption, elle a signalé que l'ONUDC avait lancé une nouvelle initiative, l'Intégrité à l'occasion des introductions en Bourse, qui offrait aux entreprises l'occasion d'aider les pays en développement à aborder le sujet de la corruption et à renforcer leurs capacités pour la combattre. Enfin, elle a souligné le fait que l'ONUDC jouait un rôle moteur dans l'Initiative pour l'enseignement universitaire en matière de lutte contre la corruption, projet collaboratif visant à concevoir un programme pédagogique global en matière de lutte contre la corruption comportant un ensemble de modules, de plans de travail, d'études de cas, d'outils pédagogiques et de supports de référence que les universités et autres institutions d'enseignement seraient susceptibles d'intégrer à leurs programmes.

13. Les orateurs se sont félicités des informations fournies par le Secrétariat sur les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration de Marrakech. Il a été demandé que le Secrétariat continue de communiquer des informations actualisées à ce sujet. Il a été souligné à quel point il importait que les États parties donnent suite à la résolution 4/3. S'agissant de la désignation d'autorités compétentes chargées d'aider les États parties à mettre au point et à appliquer des mesures spécifiques de prévention de la corruption en application de l'article 6 de la Convention, l'Algérie a indiqué que les renseignements voulus seraient communiqués prochainement.

14. On a insisté sur le fait qu'il importait que les États parties procèdent à l'auto-évaluation de leur application du chapitre II, même si ce dernier ne faisait actuellement pas partie des dispositions à l'examen. On a aussi proposé que le Secrétariat, en tant qu'observatoire international de la prévention de la corruption, continue de recueillir, d'organiser de manière logique et de diffuser des bonnes pratiques et des modèles pour l'application de ce chapitre, notamment en ce qui concernait la passation des marchés publics et le rôle du secteur privé, y compris dans le contexte des réunions et groupes de travail du G20 et du B20, entre autres. Il a en outre été suggéré que, dans le cadre des préparatifs en vue de l'examen du chapitre II de la Convention, et eu égard au rôle du Secrétariat dans l'élaboration de bonnes pratiques pour son application, le Secrétariat dresse un tableau complet des mesures de prévention prises par les États parties, dans lequel seraient également

indiqués les sites Web et coordonnées des services de lutte contre la corruption et experts nationaux en la matière.

15. Les orateurs ont souligné l'importance de l'apport d'une assistance technique aux pays qui en faisaient la demande, pour les aider à appliquer les articles du chapitre II de la Convention, notamment les articles 9 et 12. Il a été dit qu'il existait en Afrique une forte demande de programmes anticorruption pluridimensionnels, et que ces derniers devraient être adaptés aux besoins et contextes particuliers des pays sans être prescriptifs. Cette assistance pourrait être facilitée par une collaboration avec le Conseil anticorruption de l'Union africaine, qui s'était penché sur différentes initiatives de prévention de la corruption. Du point de vue des programmes, il a été suggéré que de nouvelles initiatives mondiales et régionales soient lancées, en particulier dans le domaine du recouvrement d'avoirs. Ces initiatives pourraient être mises au point dans le cadre d'une coordination avec d'autres institutions, dont la Banque mondiale, l'Initiative StAR, l'OSCE, l'OCDE et d'autres entités des Nations Unies.

16. Il a en outre été proposé de mettre davantage l'accent sur la prévention de la corruption dans le secteur privé, en s'adressant aux petites et moyennes entreprises, aux entreprises individuelles et aux professions libérales, comme avocats, auditeurs, comptables et consultants, à côté des entreprises plus grandes. On a noté l'importance des partenariats public-privé dans l'application du chapitre II de la Convention et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. On a notamment proposé que des mesures de protection économique soient prises, visant entre autres les contrats et la prévention du préjudice économique, pour les entreprises signalant des pratiques de corruption, mesures qui pourraient aller jusqu'à l'immunité de poursuites. On a salué l'initiative du Secrétariat concernant la prévention de la corruption dans le cadre de grandes manifestations publiques.

17. On a souligné l'importance des programmes éducatifs pour la prévention de la corruption, en particulier au niveau universitaire; des orateurs ont pris note avec satisfaction de l'Initiative pour l'enseignement universitaire en matière de lutte contre la corruption mise en œuvre par le Secrétariat et se sont déclarés favorables à la poursuite des activités dans ce domaine et à la promotion de programmes à d'autres niveaux, notamment dans les établissements scolaires du primaire et du secondaire. Par ailleurs, on a suggéré que l'on mène des activités supplémentaires de formation et de sensibilisation à la prévention de la corruption.

18. On a proposé que l'accent soit mis davantage, dans l'application du chapitre II, sur la prévention de la corruption dans l'appareil judiciaire. On a aussi noté l'importance de la coordination institutionnelle entre les autorités nationales, à savoir entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, dans la prévention de la corruption.

IV. Adoption du rapport

19. Le 29 août 2012, le Groupe de travail a adopté le rapport sur les travaux de sa troisième réunion (CAC/COSP/2012/WG.4/L.1 et Add.1 et Add.2).